

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 16/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE**

Raffinerie de Provence  
La Mède BP 90020  
13165 CHATEAUNEUF LES MARTIGUES CEDEX  
13220 Châteauneuf-Les-Martigues

Références FR-D-2025-0653  
SPR/2025/801  
Code AIOT : 0006401056

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/03/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE implanté Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE
- Raffinerie de Provence La Mède BP 90020 13161 Châteauneuf-les-Martigues
- Code AIOT : 0006401056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La bioraffinerie TERF est située au Sud de l'Etang de Berre, au hameau de La Mède, sur la limite communale entre Châteauneuf-les-Martigues et Martigues. Inaugurée en 1935 pour une capacité de traitement de 500 000 tonnes, l'ancienne raffinerie de Provence traitait, jusqu'à sa reconversion, de l'ordre de 8 millions de tonnes de pétrole brut par an. Elle est autorisée depuis 2018 à exploiter des installations de bioraffinage de carburants (bio diesel et bio naphta), ainsi que des GPL, du propane et butane ; de l'AvGas (essence aviation) et de l'AdBlue (additif anti pollution).

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

**Thèmes de l'inspection :**

- Eaux souterraines
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	LI : Etanchéité des cuvettes	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
2	LI : Réseaux de collecte	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	Eaux Souterraines	Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,3,3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 07 mars 2025 a porté principalement sur la situation réglementaire des cuvettes de rétention, encadrée par un arrêté de mise en demeure du 23 avril 2019, des réseaux de collecte des effluents susceptibles d'être pollués, ainsi que sur les dispositifs actuels de surveillance des eaux souterraines.

Des compléments, formalisés dans une lettre de suite préfectorale, ont été demandés à l'exploitant. Ils permettront à l'inspection de pouvoir statuer sur la conformité réglementaire des équipements susvisés et sur les éventuelles suites administratives qui pourraient être proposées à M. Le préfet.

Une prochaine inspection est d'ores et déjà programmée en fin d'année à cet effet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : LI : Etanchéité des cuvettes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 22-1-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs d'étanchéité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes : « - un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10 <sup>-7</sup> mètres par seconde. Cette exigence est portée à 10 <sup>-8</sup> mètres par seconde pour une rétention de surface nette supérieure à 2 000 mètres carrés contenant un stockage de liquides inflammables d'une capacité réelle de plus de 1 500 mètres cubes ; « - une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/ V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre. Ce rapport h/ V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le produit dans une durée inférieure au rapport h/ V calculé. « L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante. »
<b>Constats :</b> En application de l'article 22-1-1 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 alors en vigueur, et après plusieurs échanges entre TERF et l'administration depuis 2012, l'AP (Arrêté Préfectoral) du 16/05/2018 autorisant TERF à poursuivre l'exploitation d'unités de bioraffinerie prescrit : <ol style="list-style-type: none"><li>1. une planification de travaux d'étanchéité de certaines rétentions « dont le degré d'étanchéité est insuffisant au regard des dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 » ; il s'agit a minima des réservoirs suivants : A307, A308, A501, A502, A503, B012, B013 et B014 (article 8.6.3 de l'AP du 16/05/2018).</li><li>2. pour les cuvettes de rétention des autres réservoirs soumis à l'arrêté ministériel (AM) du 3 octobre 2010, l'exploitant s'appuie sur les conclusions de l'étude hydrogéologique référencée A65027/B en date du 21 décembre 2011 » (article 8.6.3) ;</li><li>3. l'exploitant soumet l'étude hydrogéologique en question « à l'avis d'un expert reconnu en matière d'hydrogéologie » (article 10.4.2).</li></ol> Concernant les cuvettes visées au point 1 ci-dessus, l'art 8.6.3 de l'AP du 16/05/18 a fixé l'échéancier des travaux d'étanchéification suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• réalisation de la deuxième tranche de travaux, couvrant au minimum 40% de la surface totale des rétentions concernées, pour le <b>16/11/2020</b> au plus tard (les bas retenus par l'exploitant sont A307-A308)</li><li>• réalisation de la troisième tranche de travaux, couvrant au minimum 60% de la surface totale des rétentions concernées, pour le <b>16/11/2025</b> au plus tard (bacs retenus : A501-A502-A503)</li><li>• réalisation de la quatrième tranche de travaux, couvrant la totalité de la surface des rétentions concernées pour le <b>16/11/2030</b> au plus tard (bacs retenus : B012-B013-B014).</li></ul> Par la suite, un arrêté préfectoral du 23 avril 2019 a mis TERF en demeure de réaliser la première

tranche des travaux d'étanchéité des cuvettes de rétention qui n'ont pas été réalisés dans les délais impartis, bien que TERF considérait que l'arrêt de l'exploitation des bacs A307 et A308 (1ère et 2ème tranches de travaux), lié à la reconversion des unités du site en 2018, permettait de satisfaire aux exigences de l'art 22-1-1 de l'AM du 03/10/2010.

En parallèle, une contre-expertise du BRGM réalisée en juin 2019 sur l'étude hydrogéologique d'ANTEA a conclu sur la nécessité d'ajouter a minima trois nouveaux bacs (A151, A303 et A304) au recensement des cuvettes à étancher.

Par courrier du 22 décembre 2020, puis plus récemment par courrier du 17/02/2025, TERF a proposé une mise à jour du recensement des cuvettes à étancher, incluant l'ajout des 3 bacs susvisés et le retrait des bacs B012, B013 et B014, sur le motif que ces bacs ne contiennent plus de produits avec la phrase de danger H411. TERF propose l'échéancier suivant :

- 1<sup>er</sup> janvier 2026 : étanchéification des cuvettes des bacs A501, A502 et A503 (qui contiennent du GO). Sur ce point, l'exploitant a confirmé durant l'inspection que les opérations sont en cours (définition de revêtement et de la surface à étancher fait, appel d'offre à venir) pour tenir ce calendrier
- 1<sup>er</sup> janvier 2031 : étanchéification des cuvettes des bacs A151, A303 et A304.

Ces 6 bacs sont tous situés en partie Sud du site.

Pour tous les autres bacs du site, et notamment tous ceux situés à l'ouest ou au centre de la plateforme (une cinquantaine), TERF considère que les travaux d'étanchéification des cuvettes (pour celles qui ne sont pas étanches) ne s'appliquent pas au regard des dispositions de l'annexe 71,B de l'AM du 03/10/2010 suivantes :

1. les rétentions associées à des réservoirs existants contenant des liquides inflammables non visés par une phrase de risque R23, R26, R39, R54, R56, R58, R60, R61 ou par une de leur combinaison, ou par une mention de danger H330, H331, H360F, H360D, H360FD, H360Fd, H360Df, H370 ou par une de leur combinaison, et pour lesquelles une étude hydrogéologique réalisée par un organisme compétent et indépendant atteste de l'absence de voie de transfert vers une nappe exploitée ou susceptible d'être exploitée, pour des usages agricoles ou en eau potable;
2. les rétentions associées à des réservoirs existants dont l'exploitation cesse définitivement avant les échéances mentionnées au premier alinéa.

Sur le critère 1, l'inspection considère que les conclusions de l'expertise du BRGM sur l'étude hydrogéologique d'ANTEA ne permettent pas à ce jour de conclure sur l'absence de voie de transfert de pollution. Une étude, partielle, d'IEM (Interprétation Etat des Milieux), prescrite par l'article 5,2,1 d'un APC du 02/05/2022 et dont l'objectif est justement d'évaluer plus en détail les risques de transferts de polluants vers des usages, a été adressée à l'Inspection le 04/03/2025 (la veille du contrôle) et n'avait pas encore été analysée à date de la visite.

Les conclusions du rapport IEM, son analyse par l'Inspection et les investigations toujours en cours par TERF qui s'achèveront d'ici fin 2025, permettront de statuer définitivement sur le statut des cuvettes qui pourront ou non bénéficier de dérogation aux travaux d'étanchéification, et des suites à donner aux actes déjà pris (APMED du 23/04/2019) ou à engager.

Dans l'attente, il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un tableau récapitulatif de toutes les caractéristiques des cuvettes (cf partie demandes ci-après) pour distinguer celles qui sont étanches, de celles qui ne le sont pas et qui font l'objet ou non d'une demande de dérogation au titre de l'annexe 7 de l'AM du 03/10/2010.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois, l'exploitant transmet à l'Inspection un tableau synthétique qui comprend pour chaque cuvette du site :

- ses références
- ses caractéristiques géométriques (surface, volume), en précisant celles qui sont compartimentées pour les surfaces > 6000 m<sup>2</sup>
- la nature de son sol et de ses parois
- son caractère étanche ou non selon l'un des deux critères visé par l'art 22-1-1 de l'AM du 03/10/2010 (en précisant lequel)
- pour celles qui ne sont pas munies d'un sol étanche, le critère de dérogation visé (cf annexe 7 de l'AM du 03/10/10)
- pour celles qui sont étanches, le type de revêtement posé et ses caractéristiques attestant de leur résistance physico-chimique
- les bacs contenus dans ses cuvettes, en précisant : leur état actuel (exploitation, arrêt définitif, maintenance), leur volume (géométrique / retenu pour le dimensionnement des cuvettes), les produits susceptibles d'y être stockés, leurs phrases de risque associées. Si le volume retenu pour le dimensionnement de la cuvette diffère du volume géométrique du bac, l'exploitant précisera sur quels critères sont basés les volumes d'exploitation pris en compte (LAH...) et les sécurités et alarmes associées en cas de dépassement de ce niveau.

Ce tableau est accompagné d'un plan général actualisé permettant de localiser chacune de ses cuvettes et bacs non démantelés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours

## N° 2 : LI : Réseaux de collecte

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 53

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etanchéité et isolement des réseaux

### **Prescription contrôlée :**

Tous les effluents liquides susceptibles d'être pollués sont canalisés.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre le milieu récepteur et les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits.

Un dispositif permet l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les effluents liquides ne dégradent pas les réseaux de collecte.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le risque de propagation de flammes.

**Constats :**

Durant l'inspection, les fossés situés sous les nappes de tuyauteries du site, qui servent à collecter les eaux pluviales du site, ont fait l'objet de contrôles visuels par sondage. Tous les effluents véhiculés dans les fossés situés sous des tuyauteries contenant des produits dangereux pour l'environnement doivent être considérés comme susceptibles d'être pollués. Preuve en est qu'il a été observé durant l'inspection sur site la présence d'hydrocarbures en quantité importante dans les fossés de la rue H, suite à un incident survenu le 27/02/25 (cf dernière fiche de constat).

Ces fossés étant recouverts pour la plupart par du remblai, il n'a pas été possible de contrôler que les dispositions de l'art 53 de l'AM du 03/10/10 (qui précise notamment que les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles de l'être sont conçus et aménagés de manière à être étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter) étaient respectées.

En outre, ce même article 53 précise la nécessité de pouvoir isoler les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués de l'établissement par rapport à l'extérieur, par un dispositif actionnable en toute circonstance. Il a été constaté que les réseaux de collecte susvisés ne sont pas munis de dispositifs obturables, pas plus que les bassins d'observations (BOO et BOE), qu'ils rejoignent (une cloison siphonide permet leur mise en relation avec le milieu naturel) ; ces bassins ne peuvent donc être considérés comme des bassins de confinement, contrairement à ce qui est indiqué à l'article 8.6.5 de l'AP du 16/05/2018.

Un plan d'action assorti d'un calendrier de réalisation est donc demandé à l'exploitant sous un délai d'un mois ( cf partie du rapport "demande à formuler" ci-dessous). L'inspection statuera sur les suites à donner à réception du recensement demandé et de la transmission du plan d'action évoqué ci-dessus. Les délais de réalisation de mise en conformité des réseaux seront encadrés par une proposition d'arrêté de mise en demeure.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai d'un mois, l'exploitant propose à l'inspection un plan d'action assorti d'un calendrier pour :

- recenser les réseaux d'effluents pollués ou susceptibles d'être pollués et distinguer ceux qui sont étanches de ceux qui sont non étanches
- permettre de confiner les effluents, en cas de pollution, avant rejet dans le milieu naturel en justifiant les volumes de confinement retenus.
- renforcer l'autosurveillance (fréquence, paramètres, alarmes) des effluents aqueux en sortie du bassin d'observation ouest pour s'assurer que les effluents sont conformes avant rejet dans le milieu naturel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

### N° 3 : Eaux Souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2018, article 10,2,3,3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation des PZ
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 10.2.3.3. Réseau de surveillance Un réseau piézométrique est constitué de façon à assurer une surveillance efficace des eaux souterraines du site, à proximité des installations industrielles, de manière à détecter toute dérive d'une pollution passée ou toute pollution nouvelle. L'emplacement et le nombre des ouvrages requis doivent être justifiés suivant le fonctionnement de l'hydrosystème local. Une étude préalable de ce système peut être requise. ..... La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 4 du présent arrêté. Le plan est actualisé à chaque création de nouveaux ouvrages de surveillance.
<b>Constats :</b> Le réseau de surveillance réglementaire actuel des eaux souterraines est prescrit par l'article 10.2.3.3 de l'AP du 16/05/2018. L'implantation des piézomètres y est précisée en son annexe 4. Or, tous ces piézomètres sont implantés à l'aval hydraulique des nappes souterraines, ce qui est non conforme aux dispositions de l'article 65 de l'arrêté ministériel du 02 02 1998 qui précise que la surveillance porte également sur l'amont hydraulique.  En outre, l'étude hydrogéologique réalisée par ANTEA en 2011 et son expertise par le BRGM en 2019 mette en évidence d'une part la présence de plusieurs nappes souterraines, qui ne sont pas toutes surveillées, et d'autre part l'existence de nombreux piézomètres (une centaine) existants sur la plateforme (dont la vingtaine qui fait l'objet d'une surveillance réglementaire).  Aussi, sur la base des études susvisées, et de l'IEM remise à l'administration par courriel du 04/03/2025, l'exploitant proposera d'actualiser le réseau de surveillance mentionné à l'article 10.2.3.3 de l'AP du 16/05/2018 afin de permettre de mesurer efficacement l'amont et l'aval hydraulique des différentes nappes souterraines présentes au droit du site, en utilisant le réseau existant et en créant de nouveaux piézomètres le cas échéant, accompagné d'un échéancier de réalisation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmet sous 3 mois des propositions pour compléter le réseau de surveillance mentionné à l'article 10.2.3.3 de l'AP du 16/05/2018 , afin de permettre de mesurer efficacement l'amont et l'aval hydraulique des différentes nappes souterraines présentes au droit du site, sur la base des études réalisées, accompagné d'un échéancier de réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inspection hors exploitation détaillée des bacs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement.</p> <p>29-4. Les inspections hors exploitation détaillées comprennent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'ensemble des points prévus pour l'inspection externe détaillée ;</li> <li>• une inspection visuelle interne approfondie du réservoir et des accessoires internes ;</li> <li>• des mesures visant à déterminer l'épaisseur restante par rapport à une épaisseur minimale de calcul ou une épaisseur de retrait, conformément, d'une part, à un code adapté et, d'autre part, à la cinétique de corrosion. Ces mesures portent a minima sur l'épaisseur du fond et de la première virole du réservoir et sont réalisées selon les meilleures méthodes adaptées disponibles ;</li> <li>• le contrôle interne des soudures. Sont a minima vérifiées la soudure entre la robe et le fond et les soudures du fond situées à proximité immédiate de la robe ;</li> <li>• des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.</li> </ul> <p>Les inspections hors exploitation détaillées sont réalisées aussi souvent que nécessaire et au moins tous les dix ans, sauf si les résultats des dernières inspections permettent d'évaluer la criticité du réservoir à un niveau permettant de reporter l'échéance dans des conditions prévues par un guide professionnel reconnu par le ministère chargé du développement durable.</p> <p>Ce report ne saurait excéder dix ans et ne pourra en aucun cas être renouvelé. A l'inverse, ce délai peut être réduit si une visite de routine ou une inspection externe détaillée réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une visite terrain a été réalisée au niveau des équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• B012, B013 et B014 : les 3 bacs étaient hors exploitation ; le B013 est en travaux et devrait contenir du Reformat moyen, le B012 devrait être maintenu en réserve et le B014 arrêté. En lien avec la fiche de constat 1 du présent rapport, l'exploitant devra confirmer la destination de ces bacs (avec échéance) et justifier d'une éventuelle dérogation vis-à-vis de l'annexe 7 de l'AM du 03 10 10 concernée (étanchéité des cuvettes)</li> <li>• A501, A502 et A503 : les travaux sont en cours pour étancher la rétention de la cuvette A503. Ils devraient s'achever fin 2025. La situation réglementaire de l'ensemble des cuvettes des 2 autres bacs, et les suites éventuelles (administratives et pénales) à y donner, seront analysées au vu des documents sollicités dans la fiche de constat 1</li> <li>• B062 - l'inspection périodique de sa cuvette en septembre 2024 a mis en évidence un défaut classé 3P (désordre évolutif important nécessitant des travaux sous 6 mois) ; l'exploitation du bac, contenant du Naphta, a été arrêtée fin 2024 ; l'exploitant précisera s'il comporte toujours du produit. Dans tous les cas, sa remise en service sera conditionnée à la réalisation au préalable des travaux nécessaires.</li> </ul> <p>Les inspections périodiques des cuvettes des bacs A501, A502, A303, A304 et A151 ont été réalisées en septembre 2024. Pour le bac A503, il est mentionné que l'inspection n'a pu être réalisée en 2024 en raison des travaux la rendant non accessible. La procédure GEN 0288,</p>

précisant les conditions de réalisation des inspections PMII, devra être mise à jour pour préciser les adaptations à prévoir lorsque une cuvette est non accessible le jour de la visite, afin de pouvoir reprogrammer l'inspection à une date permettant de respecter la fréquence réglementaire d'un an entre deux visites.

Un point de situation a été fait sur les prochaines échéances des inspections hors exploitation détaillées des bacs suivants :

- A503 : 05/05/32
- A502 : 07/12/29
- A501 : avant remise en service (2026)
- A303 : 20/02/34
- A304 : 01/12/26
- A151 : 01/07/28

Dans le point de situation réglementaire de l'ensemble des bacs et cuvettes demandé dans la fiche de constat 1, l'exploitant indiquera pour chaque bac la date de sa prochaine IHED, ainsi que la précédente.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet les éléments suivants :

- le volume de produit éventuel dans le bac B062,
- les dispositions prévues dans la procédure GEN 0288 pour reprogrammer une inspection réglementaire d'un équipement suivi au titre du PMII lorsque ce dernier est indisponible le jour de son inspection,
- les dates de la prochaine IHED, et de la précédente, sont précisées dans les données sollicitées dans la fiche de constat 1.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Déclaration d'incident**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 24/09/2020, article R512-69

**Thème(s) :** Risques accidentels, rapport d'incident

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

La DREAL a été informée par courriel du 04 mars 2025 de la survenue d'une fuite d'essence le 27 février 2025 sur la ligne T04 (essence commerciale) au niveau d'une bride. Dans ce courriel, les informations transmises à l'inspection sont les suivantes :

- La fuite a été arrêtée à 14h35 (appel des pompiers à 13h50) après redispotion d'une soupape : le courriel ne précise pas l'heure de démarrage estimée de la fuite.
- Le poids estimé de produit perdu est de 500 kg : la méthode retenue pour évaluer le poids estimé sera à préciser.
- Le produit est allé dans le caniveau et a été récupéré par pompage. Il n'y a pas eu d'impact à l'extérieur du site. Nous avons contrôlé le piézomètre le plus proche qui ne montre pas d'impact.
- La cause identifiée est l'isolement d'une TSV (soupape d'expansion thermique) sur cette ligne. Cette TSV avait été identifiée comme fuyarde et pour limiter la perte de produit vers le ballon de drain il avait été décidé, le temps de réaliser la réparation, d'isoler cette soupape au moment du démarrage de la pompe (pas de risque d'expansion thermique quand ligne en service) et de la redispoper quand pompe à l'arrêt. Ce jour-là la soupape n'a pas été redispodée à l'arrêt de la pompe. La consigne a été supprimée et la soupape restera isolée (pertes limitées de produit vers ballon de drain). Les travaux de réparation de la soupape n'ont pas été réalisés rapidement car il a été découvert lors du repérage avant travaux que la soupape était montée sur joint amianté.

Des compléments d'information sont attendus (cf partie "demande à formuler" ci-dessous) sur l'origine de l'incident et les actions correctives réalisées depuis.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Dans un délai de 15 jours, l'exploitant précise dans le rapport d'accident du 27/02/2025 visé en référence les éléments suivants :

- localisation de la fuite : repérage sur un plan, unités desservies par la tuyauterie, nature du sol au droit de la fuite
- inventaire des produits : durée estimée de la fuite, méthode retenue pour évaluer la quantité de produit perdu, composés contenus dans le mélange
- Réseau de collecte : plan précisant la localisation du caniveau dans lequel la fuite a été récupérée et de son exutoire vers le milieu naturel, modalités de contrôle des eaux rejetées pour s'assurer de l'absence de pollution avant rejet, étanchéité du réseau concerné.
- cause de la fuite : date du 1er constat relevant le caractère fuyard de la vanne concernée, date des demandes de travaux
- actions correctives : travaux et actions correctives réalisés depuis pour éviter la survenue d'un évènement similaire

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours